Numéro

Coup de griffe 20

★ *Périodique d'action syndicale de l'Union départementale CNT 30 – hivers 2019* ★

« Coup de griffe » est édité par les militant-es de la CNT 30

NOUS CONTACTER

CNT 30 : 6 rue d'Arnal
30 000 Nîmes.

Mail : cnt.30@cnt-f.org
Site : www.cnt-f.org/30
Tel : 07.68.34.32.20
Twitter :https://twitter.com/cnt_30

Venez nous rencontrer pour connaitre et faire appliquer vos droits

Des syndicalistes de la Confédération Nationale du Travail (CNT) pourront échanger avec vous, sur vos problématiques et vous informer sur la CNT et pourrons vous renseigner sur vos droits, les démarches à faire pour des recours.

Site confédéral :
www.cnt-f.org

CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES
CONTRE LES INÉGALITÉS SALARIALES

En France….

Malgré les lois, les discours et les promesses, le sexisme, le patriarcat sont toujours les normes dominantes en 2019 en France. Selon les départements, les postes occupés, les femmes sont payées de 9% à 25 % de moins en moyenne.

216 000 femmes sont victimes chaque année de violences conjugales (physiques ou sexuelles). **Cette violence tue une femme tous les trois jours. Et toutes les 7 minutes, 1 femme est violée en France.**

La violence faites aux femmes c'est aussi le harcèlement de rue et sexuel au travail, les agressions sexuelles et les viols y compris de la part des conjoints, petits amis, ex, mutilations, excisions et mariages forcés. Quand on fait l'addition on arrive à un total de près de 500 000 victimes annuelles en France - ça suffit !

Le prolétariat féminin invisible

S'il est un domaine qui cumule l'exploitation capitaliste, patriarcale et ethno-sociale, **c'est bien celui du travail ménager.** Pour deux raisons: par son invisibilité et son manque de reconnaissance dans la sphère domestique, où les femmes continuent d'assurer dans le monde les charges essentielles du ménage, de la cuisine et de l'éducation des enfants; et en tant que salariées, dans la mesure où les femmes sont sur-représentées dans les emplois peu qualifiés et sous-payés du nettoyage et du soin aux personnes - jeunes enfants et personnes âgées essentiellement.

Sur les ronds-points, la présence de nombreuses femmes a frappé les observateurs: appartenant aux secteurs majoritairement féminins de l'éducation, du soin aux personnes, du travail social et du nettoyage, elles forment les bastions de l'état social que le gouvernement Macron démantèle à grand renfort de réformes libérales, et sur lequel repose toute l'économie: **si elles cessaient de travailler, on ne pourrait rien produire ni vendre, sommés soudain de veiller sur nos vieux et nos enfants, et d'organiser le quotidien.**

Or ces femmes sont les invisibles de la société capitaliste, dans la mesure où elles ne représentent pas les secteurs "productifs": les grèves des personnels hospitaliers ou des EHPAD ont alerté la population, mais elles n'ont pas le même impact que les transporteurs routiers, loin s'en faut. Les travailleuses du socio-médical et de l'éducatif, à elles seules, représentent plus de deux millions de personnes[1], qui cumulent des

[1]Selon le Monde diplomatique de janvier 2019, 182000 femmes travaillent dans le nettoyage des locaux, 500000 sont aides ménagères, 400000 sont assistantes maternelles, 115000 travaillent comme domestiques, 400000 sont aides-soignantes,

emplois peu rémunérés, soumis à de fortes pressions, et peu valorisés.

Quant au secteur du nettoyage, celui de la sous-traitance, il impose des horaires décalés, une faible rémunération, et des tâches physiques sans reconversion possible quand les corps sont usés -sans compter les heures non payées dans de nombreuses entreprises, qui recourent à des travailleuses sans papiers et les exploitent sans vergogne. Dans la plupart de ces secteurs, des politiques d'austérité ont augmenté les charges et l'épuisement professionnel n'est pas rare, comme le montrent les chiffres du suicide parmi les infirmières.

Alors que le soin à la personne est un secteur en forte expansion, les conditions de travail des femmes, très majoritairement, chargées de cette économie du service vital, ne se sont guère améliorées au cours des dernières décennies.

On connaît les revendications des gilets jaunes sur le pouvoir d'achat, qui n'a cessé de décliner dans les couches sociales les plus modestes, et notamment parmi les fonctionnaires.

Les femmes de ménage ou gardes d'enfants à domicile, souvent étrangères et peu qualifiées, peinent à s'organiser et faire entendre des droits. En effet, si les travailleuses féminines jouent un rôle essentiel dans la société capitaliste, cette dernière les invisibilise et les disperse, ce qui rend toute forme d'organisation difficile. Dans le secteur public comme dans les grandes entreprises, les mobilisations sont fréquentes et massives, mais s'amenuisent à mesure que les structures qui emploient les salariés sont petites et les rapports hiérarchiques directs: le rapport de forces entre employée et patron unique est particulièrement difficile à intervertir.

Pour toutes ces raisons, et parce que l'emploi féminin peu qualifié, mal rémunéré, non reconnu, **cumule toutes les formes de domination et pourrait être un levier puissant qui ébranle la société marchande,** si elles cessaient toutes de travailler, il semble urgent que le syndicalisme prenne la mesure des nouvelles nécessités d'organisation qui se dessinent.

Économie domestique et sociale

Le sens étymologique de l'économie renvoie à l'organisation d'une maison, puis d'un état: cette économie domestique, dans la sphère familiale, incombe traditionnellement aux femmes tandis que l'organisation de l'extérieur est la fonction masculine par excellence.

Dans cette répartition patriarcale de l'intérieur et de l'extérieur, s'établit une hiérarchie entre les corvées quotidiennes, de l'ordre du familial et de l'intime, et les nobles fonctions de l'extérieur.

On ne peut pas penser à la place du ménage dans une société communiste libertaire sans remettre en cause ces attributions, non seulement dans le cadre du "foyer", si tant est que ce terme ait encore un sens dans la société post-capitaliste, mais dans le cadre plus général de la société.

Dans la société bourgeoise, le ménage est l'apanage des femmes, **mais aussi le reflet de ce que l'on montre socialement à travers une maison bien rangée qui sent le détergent, bien décorée et fonctionnelle:** l'intérieur est la vitrine sociale de la bonne administration et de la réussite qu'on donne à admirer en "recevant". Lorsqu'on sait que les inégalités face aux tâches domestiques s'accroissent proportionnellement dans le couple en fonction du soin qu'on apporte au ménage, il est grand temps de remettre en cause ce modèle, celui de la parfaite femme d'intérieur qui devient un véritable manager domestique, fière de gérer avec une forte charge mentale l'habillement de ses mômes et de ses murs (ce qu'on appelle revalorisation du travail féminin n'en étant alors que l'aliénation ultime), et la gestion du temps qu'organise la "vie active". Si les femmes ne sont plus "au foyer", et que les tâches domestiques sont censées s'équilibrer un peu plus harmonieusement entre les habitants des mêmes murs, il n'en reste pas moins que le temps passé à travailler à l'extérieur donne du ménage qu'il reste à faire à l'intérieur l'image d'une insupportable corvée, source de conflits. Les familles les plus aisées se débarrasseront alors de cette perte de temps sur des employées: aux uns les tâches intellectuelles ou décisionnelles, aux autres le repassage.

Le féminisme bourgeois permet donc de libérer celle qui peut se payer les services d'une autre. Mais

aucune "corvée" ménagère n'est en soi une corvée: c'est leur répétitivité qui use, et le peu de temps accordé par le travail pour le faire qui donne l'impression d'un entassement infini.

Il y a urgence à rétablir un équilibre entre l'intérieur et l'extérieur, entre l'intime et le collectif, entre les tâches du quotidien non salariées et celles qui permettent une valorisation sociale, par le travail ou d'autres activités.

La place du ménage, son surinvestissement social comme preuve de réussite d'une part, et le mépris auquel les corvées domestiques sont encore condamnées car elles s'opposent à la fois au "travail" (salarié) et au loisir censé être plus épanouissant, doit être repensée à travers un angle débarrassé de la hiérarchie des tâches et de la vitrine sociale. ***"Camarade, ton autonomie ne s'arrête pas devant l'éponge"***, affiche un écriteau devant l'évier des Vignoles, et ce petit rappel est riche de sens.

En effet, l'organisation sociale et politique que nous construisons n'est pas une idée abstraite, elle s'incarne dans les gestes du quotidien, dans l'économie domestique et la prise en charge par chacun de l'ensemble de ce que ses forces lui permettent de faire: passer l'éponge et conceptualiser le féminisme, distribuer des tracts et nettoyer les toilettes.

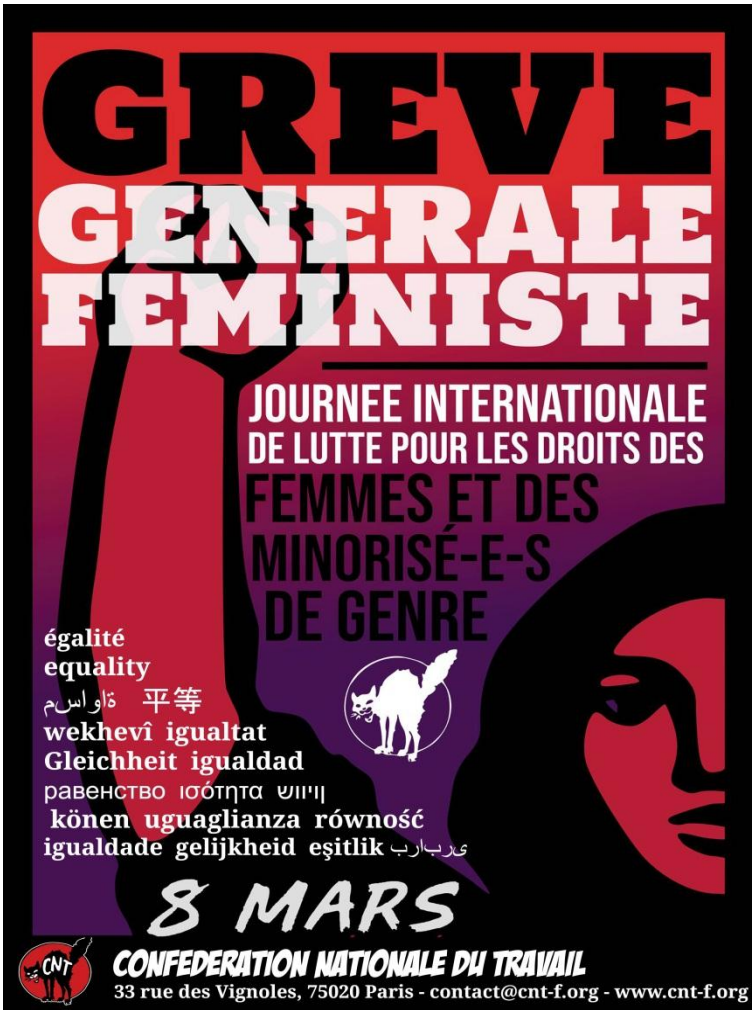
...Comme ailleurs

Le Pérou a ratifé en juillet 2018 la résolution 189 de l'OIT, qui impose un statut de salariée et un certain nombre de droits aux "petites bonnes" employées dans les maisons bourgeoises. C'est le quinzième pays du continent à adopter cette résolution. Peu après, du 27 au 30 septembre, un congrès a réuni une centaine de femmes de quinze pays d'Amérique latine à Guatemala Ciudad, où ont été débattues des questions essentielles pour le continent: comment sortir de l'exclusion et de la mysogynie qui frappe des pays où le féminicide est encore une pratique courante, où les employées domestiques, généralement indigènes et peu scolarisées, issues de la plus grande pauvreté, sont régulièrement frappées, humiliées, violées et privées des droits des travailleurs?

Quelles actions mener pour faire reconnaître le statut de salariée de ces femmes souvent considérées comme des biens meubles appartenant à la maison**, sans contrat de travail et précarisées par des conditions de travail qui les empêche d'accéder à la connaissance même de leurs droits?**

De nombreuses employées de maison sont en outre des migrantes, qui craignent l'expulsion si elles exigent un salaire décent. Des militantes syndicalistes ont obtenu, en Uruguay, premier pays à avoir ratifié la résolution 189, une inversion du rapport de forces avec les employeurs, en exigeant des congés payés, obtenus par une hausse de salaire de 15%, ou l'exigence d'un historique de l'employeur au même titre que les références demandées à leurs domestiques.

Pour l'instant, au Guatemala où s'est tenu le congrès annuel, **il n'existe ni congés payés ni protection sociale,** notamment en cas de maternité, aucun respect des horaires de travail, d'autant plus difficiles à vérifier que le plus souvent les "petites bonnes" sont logées dans un cagibi dans la maison des patrons, et sommées d'être opérationnelles à toute heure du jour et de la nuit. Le dévouement à une "famille" présentée comme sa protectrice permet tous les chantages et tous les abus. Isolées de leur famille rurale, voire restée dans le pays d'origine, les employées domestiques



s'organisent au Guatemala autour du syndicat Sitradomsa, qui a largement contribué à faire adopter la résolution 189.

Mais cette problématique du travail féminin ne se réduit pas à celui de l'esclavage des employées domestique en Amérique latine. **Plus insidieusement, les pays occidentaux peinent à se débarrasser de cette relégation domestique.** Et s'interroger sur les charges féminines et leur manque de reconnaissance oblige à repenser le mode même de l'organisation du travail.

Réunies les 16 et 17 février 2019 à Madrid, les organisations membres de la Coordination Rouge & Noire, réunissant les syndicats anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires européens, a décidé d'appeler à une grève internationale de 24 heures.

En 2018, dans l'Etat espagnol, plus de cinq millions de personnes avaient cessé le travail toute la journée pour revendiquer l'égalité.

Aujourd'hui, il appartient aux féministes de toutes les parties du monde de se mettre en mouvement pour abattre le patriarcat et le sexisme.

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 8 MARS

…

La CNT REVENDIQUE :

-L'égalité salariale homme/femme ;
-L'application réelle des lois contre le harcèlement moral et sexuel en entreprise ;
-La lutte contre les discriminations à l'embauche liées au genre et/ou aux orientations sexuelles ;
-La reconnaissance du travail domestique ;
-La fin des contrats partiels imposés ;
-**Une augmentation significative des salaires** et du taux de cotisations ;
-La titularisation et CDIsation des contrats précaires ;
-La régularisation de toutes et tous les sans papiers ;
-L'accès gratuit et sans condition au droit à l'IVG ;
-**Le développement** des plannings familiaux ;
-La mise en place de programmes pédagogiques favorisant une réelle émancipation de chacune et chacun, et ce en bannissant les stéréotypes de genre, dès la petite enfance ;

Et plus globalement, une prise de conscience sociétale permettant l'éradication du système patriarcal, des comportements sexistes et des discriminations liées au genre et/ou aux orientations sexuelles, que ce soit dans l'entreprise, dans la rue comme dans la sphère privée.